

## VINCENT KOEN

Directeur adjoint des Études Pays à l'OCDE

**Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI**

Je souhaite terminer avec Vincent Koen. La Chine a été le gros moteur de la croissance mondiale. Elle est devenue le plus gros créancier des pays en développement. C'est un énorme marché pour eux. Elle a investi dans la nouvelle route de la soie. Cependant, à présent, comme l'a dit Jeff Frieden, la croissance économique chinoise ralentit de façon spectaculaire. Peut-être que pour les quelques années à venir nous allons devoir nous habituer à une Chine qui n'affiche pas une croissance moyenne annuelle entre 8 et 10 % par an, mais plutôt la moitié de ce chiffre. Il y a de nouveaux déséquilibres internes. Le marché de l'immobilier et le secteur financier doivent être remis sur pied. Il y a quelques freinages sur la route de la soie. De votre point de vue – je sais que vous avez mené des études sur les pays de l'OCDE et vous avez examiné la Chine – quel est votre avis sur ce que cela signifie pour la relation avec les pays en développement et l'engagement de la Chine dans les processus mondiaux, y compris sur le changement climatique ?

**Vincent Koen**

Lors de mon dernier voyage en Chine, juste avant que le Covid-19 ne fasse son horrible apparition à Wuhan, j'étais à Shanghai, où l'on célébrait quatre décennies de croissance économique rapide, d'augmentation du niveau de vie et une réduction drastique de la pauvreté. Pour faire court, le PIB par habitant rapporté à la PPA s'est envolé, allant des 3 % de moyenne du G7 à la fin des années soixante-dix à 36 % à la fin des années 2010. Vers 2014, la Chine a remplacé les États-Unis au poste de plus grande économie mondiale en termes de PPA. À l'époque, tout le monde parlait du Rêve de la Chine : devenir une société à la prospérité modérée qui étendrait son influence vers le sud, mais également au niveau mondial grâce à l'initiative de la nouvelle route de la soie.

La pandémie a testé les limites de ce rêve au maximum, allant jusqu'à provoquer des manifestations dans les rues de Shanghai et Beijing fin novembre à la suite des incidents chez Foxconn à Zhengzhou. Le rejet des vaccins occidentaux s'est ajouté à la traditionnelle méfiance vaccinale pour mener tout droit à une impasse sanitaire, et le coût économique fût énorme suite aux confinements qui ont affecté une part importante de l'activité et des villes. Au cours de ces derniers jours cependant, nous avons été témoins d'un changement de cap abrupt et inattendu, avec un considérable assouplissement des contrôles dans les grandes villes. Il reste encore à voir comment la situation évolue à mesure que les cas augmentent et mettent le système de santé à l'épreuve : on rapporte déjà des pénuries massives de doses à Beijing hier. La bonne nouvelle, dans les 10 mesures annoncées récemment pour assouplir la

politique zéro covid (qui font suite aux 20 mesures timides annoncées le mois dernier), c'est l'insistance des autorités sur la vaccination des personnes âgées, et la volonté de transférer une partie des énormes moyens alloués aux tests et au confinement vers la vaccination et le soutien aux personnes isolées à domicile, plutôt que dans d'horribles installations de quarantaine.

Si on laisse de côté les perturbations causées par la pandémie, le processus de convergence économique de la Chine, dont j'ai mentionné l'incroyable rapidité pendant les quatre décennies précédentes, s'est ralenti au cours des deux dernières années. Sur la même période, le modèle de développement a évolué en se tournant davantage vers l'intérieur. En effet, la quasi-fermeture de la Chine pendant les trois années de pandémie s'est ajoutée à plusieurs autres facteurs œuvrant dans le sens de la démondialisation ou de la fragmentation. Laissez-moi vous en citer quatre : La stratégie Made in China 2025, qui remonte à 2015, vise à réduire la dépendance de la Chine envers les technologies étrangères. La guerre commerciale menée par Trump, avec des augmentations de taxes douanières œil-pour-œil depuis 2018. L'ironie de cette démarche, c'est que ce sont des pays comme le Viêt Nam qui ont bénéficié de la diversion des flux d'échanges commerciaux. Le Chips and Science Act aux États-Unis et le Chip Act de l'Union européenne sur les semi-conducteurs qui reflètent l'importance croissante des questions de sécurité aux yeux des législateurs économiques. Enfin, l'étrangement nommé Inflation Reduction Act aux États-Unis. C'est une loi majeure sur le climat, mais également, par son emphase sur le « Made in America », elle entend répondre aux risques énergétiques et de sûreté nationale découlant de la domination chinoise sur les chaînes d'approvisionnement, dans quasiment tous les domaines, depuis les panneaux solaires jusqu'aux batteries de voitures électriques.

Tous ces facteurs, sur fond de tensions géopolitiques, se sont traduits par moins d'investissements directs et d'échanges de savoirs étrangers, et des multinationales actives en Chine qui repensent leur implication : certaines partent, d'autres découplent leurs activités en Chine de leurs activités dans d'autres pays. Dans l'intervalle, le déploiement des « nouvelles routes de la soie » a illustré l'influence de la Chine mais également les limites d'une telle coopération : pour de nombreux pays partenaires, l'heure est plutôt à la désillusion alors qu'ils se retrouvent coincés avec des projets d'infrastructures qui pourraient ne pas être adaptés à leurs objectifs nationaux mais les laissent avec d'énormes, et opaques, dettes envers les créanciers chinois.

Enfin, et pas des moindres, il y a le changement climatique. La Chine est de loin le plus gros émetteur en termes absolus, responsable pour environ un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre, deux fois plus que les États-Unis, bien que si l'on rapporte ces chiffres aux émissions par habitant, la Chine est à la moitié du niveau des États-Unis.

La Chine a reconnu le problème depuis longtemps dans ses plans quinquennaux successifs et a pour ambition de réduire ses émissions, promettant un pic de CO2 d'ici 2030 et une neutralité carbone d'ici 2060. D'un côté, la Chine a joué un rôle mondial majeur dans la réduction des coûts des énergies renouvelables comme les panneaux solaires. De l'autre, elle continue de dépendre massivement du charbon.

Le rapport économique sur la Chine par l'OCDE en 2022 a par conséquent recommandé une réduction majeure de la construction d'usines à charbon, ce qui est nécessaire pour que la



Chine remplisse ses engagements environnementaux. En septembre 2021 aux Nations Unies, la Chine s'est engagée à ne plus construire d'usines à charbon à l'étranger, mais depuis ce serment, 14 ont été mise en route et la Chine continue d'en construire à un rythme soutenu sur le territoire national (comptant pour la moitié des constructions mondiales). La frénésie carbone actuelle met en danger à la fois la décarbonisation de la Chine et les efforts mondiaux pour endiguer le changement climatique. L'économie chinoise doit s'éloigner de sa dépendance envers l'immobilier, qui soutient des secteurs à hautes émissions comme le ciment et l'acier, pour aller vers un modèle pauvre en carbone. Un rééquilibrage vers une croissance basée sur la consommation, un but ancien mais difficile à atteindre, emmènerait l'économie vers des activités de services et réduirait l'intensité énergétique de la croissance.